

# Annales corrigées 1

Épreuve de composition de culture générale  
Concours externe, 2019



Coefficient 7



Durée : 3 heures

## 1 Le sujet

Les smartphones renforcent-ils le lien social ?

## 2 Le corrigé

### *[Introduction]*

Objets technologiques incontournables qui équipent 75 % de la population française, les smartphones font partie de notre quotidien. Leur facilité d'utilisation et leur ergonomie permettent l'accès à une mine d'informations et le partage d'informations en temps réel, ce qui paraissait impensable il y a encore une vingtaine d'années. Outils indispensables de la communication, ils suscitent néanmoins de nombreuses interrogations sur les relations sociales. Certes, ils permettent de communiquer plus facilement, mais peut-on dire pour autant qu'ils renforcent les liens entre les individus ?

### *[I. Un outil de communication incontournable]*

Depuis les années 2000, l'usage du téléphone portable s'est largement démocratisé. De nos jours, la majorité des individus possèdent un smartphone, c'est-à-dire un téléphone avec accès à Internet. C'est indéniablement un moyen incontournable pour communiquer.

Sa fonctionnalité première, qui est de téléphoner, est peu à peu gommée par les multiples usages qu'il permet : naviguer sur Internet, avoir accès à de multiples applications, consulter ses mails, publier sur les réseaux sociaux, photographier et diffuser toute sorte de contenus... Le smartphone crée un sentiment de liberté, d'ouverture aux autres et offre la possibilité de s'exprimer. Il permet en effet à certains individus de maintenir un lien social et intergénérationnel. Par exemple, il n'est pas rare aujourd'hui de voir des personnes âgées se servir de leur smartphone pour recevoir des photos de leurs petits-enfants. Ils participent ainsi à la vie familiale à distance, se sentent moins seuls et isolés. Dans le cas de parents divorcés, le lien entre le parent et l'enfant se maintient

plus facilement. Même dans le cas d'une famille unie, le smartphone donne le sentiment aux membres de la famille qu'ils sont toujours ensemble. Ils peuvent s'adresser des photos, des vidéos, créer des groupes familiaux grâce aux applications de messagerie groupée...

Dans un autre contexte, le smartphone permet un certain décloisonnement entre les individus. Les nombreux sites de rencontres accessibles à partir de simples applications a totalement bouleversé le rapport entre les individus dans le cadre des relations amoureuses. Certaines personnes, isolées géographiquement ou socialement, ont désormais la possibilité de se rencontrer et de communiquer plus facilement. Ces liens ne se seraient jamais créés si ces applications, accessibles sur les smartphones, ne le permettaient pas.

Pour les jeunes de 15-20 ans qui ont toujours connu le téléphone portable et sont habitués aux smartphones depuis leur enfance, ces objets sont tout simplement nécessaires à leur vie quotidienne. Férés d'applications et plus particulièrement d'applications de réseaux sociaux, l'usage du smartphone est naturel, il est un instrument qui fait partie intégrante de leur quotidien. Par exemple, l'application Snapchat, créée en 2011, permet le partage temporaire de photos et de vidéos avec la possibilité d'insérer du texte sur ces contenus très facilement. Grâce à son succès, l'application s'est de plus en plus développée et instaure régulièrement des nouveautés : créer des « stories »... mais surtout d'échanger des messages avec ses amis. En effet, l'application fonctionne également comme une sorte de messagerie instantanée. L'application permet à ses utilisateurs d'échanger entre eux par le biais de photos ou de messages, mais les incite également à être toujours plus actifs sur la plateforme par un système de points et de trophées. En effet, chaque snap envoyé rapporte un certain nombre de points et l'utilisateur gagne des trophées symboliques au fur et à mesure de son ascension sur l'application. Par ailleurs, des émojis amis sont également présents à côté de chaque conversation et ceux-ci disparaissent si deux utilisateurs ne se parlent pas pendant plus d'une journée, ce qui peut inciter les adolescents à utiliser l'application quotidiennement.

### *[II. Un outil qui modifie le lien social]*

Cependant, les relations entre les individus ont tendance à changer de nature, surtout depuis la multiplication de ces objets qui permettent d'être connectés en permanence. Les codes du comportement se sont modifiés. Le lien entre les individus se fait plus distant puisque désormais, ils n'éprouvent plus le besoin d'une proximité physique.

Parfois, l'usage des smartphones isole. Qui n'a pas observé, à l'occasion d'un dîner entre amis, tous ceux qui utilisent leur téléphone au lieu de communiquer avec ceux qui sont autour de la table ? Les relations peuvent ainsi se détériorer et devenir moins chaleureuses. Un nouveau concept a même vu le jour, le « phubbing », qui met en lumière les dérives de l'utilisation des smartphones et leur impact sur les liens sociaux. Mot valise de « phone » et « snubbing » (téléphone et snober), le phubbing est une expérience désagréable de plus en plus souvent vécue. « Télésnober » consiste à consulter son téléphone (jouer en ligne, envoyer des textos ou juste errer d'appli en appli) en plein milieu d'une conversation, d'un dîner ou pire, d'un tête-à-tête. Au delà de l'impolitesse totale du geste et de son versant insupportable pour celui qui la subit, le phubbing serait révélateur de l'omniprésence d'internet dans nos vies, et de son vecteur social qui empiéterait dangereusement sur les relations.

Dans le cas des jeunes, le smartphone est un outil qui permet de se connecter à l'autre avant tout mais, en réalité, certains jeunes peuvent également se sentir isolés derrière leur écran. Cela remet en cause des questions aussi importantes que : Qu'est-ce qu'un ami ? Qu'est-ce que le lien social ? Qu'est-ce qu'une relation ? Ces liens digitalisés amènent finalement à des relations qui interrogent. De plus, certains adolescents vivent très mal leur rapport à l'image et les relations toxiques qui peuvent se nouer sur les réseaux (diffusion de photos ou vidéos non souhaitées, insultes, dénonciation, etc.). Le dialogue ne se fait qu'à travers écrans interposés et moins en face-à-face. Certains peuvent également se sentir exclus du groupe. Le lien social avec leurs relations semble être ce qui importe le plus pour ces jeunes, les conversations virtuelles signifient pour eux qu'ils ont une vie sociale. La plupart des jeunes ont sûrement peur d'être exclus d'un groupe s'ils ne sont pas présents sur les réseaux sociaux et ne participent pas aux discussions en ligne. Cela peut déboucher sur une « pression à la connexion permanente » : le smartphone nous a habitués à avoir tout tout de suite et l'immédiateté de la réponse à un message semble être un prérequis dans l'utilisation du smartphone chez les jeunes, d'où ce besoin de l'avoir tout le temps sur soi et à n'importe quel moment de la journée, par peur de manquer un message et de se retrouver exclu d'un événement en cas de réponse tardive.

Les réseaux sociaux semblent être également le moyen d'affirmer et de montrer sa vie sociale, de prouver aux autres que l'on n'est pas seul et que l'on s'amuse, ce qui peut provoquer une forme d'envie et de jalousie envers ceux qui sont les plus isolés.

### *[Conclusion]*

Les smartphones participent activement à l'amplification du lien social entre les individus qui autrefois pouvaient se sentir isolés. D'une certaine manière, ils renforcent donc les liens sociaux mais ceux-ci sont parfois uniquement virtuels. Dans certains cas, les smartphones peuvent nuire à la qualité des relations sociales si les individus ne prennent pas soin de profiter des personnes qui les entourent physiquement.

# Annales corrigées 2

Épreuve de composition de culture générale  
Concours externe, 2019



Coefficient 7



Durée : 3 heures

## 1 Le sujet

La protection de l'environnement est-elle une priorité ?

## 2 Le corrigé

### *[Introduction]*

La question de la protection de l'environnement est aujourd'hui sur toutes les lèvres et interpelle chaque génération, les jeunes comme les moins jeunes. Depuis peu, cette question fait d'ailleurs partie des trois préoccupations majeures des Français. Le concept « d'éco-anxiété » a ainsi émergé ces dernières années, révélateur de l'inquiétude où se trouvent bon nombre de personnes lorsqu'elles considèrent les enjeux liés au changement climatique.

« La protection de l'environnement est-elle une priorité ? » La réponse à cette question semble être affirmative, mais surtout, quels en sont précisément les enjeux ?

### *[I. La situation : la dégradation de l'environnement et l'épuisement des ressources naturelles]*

L'activité humaine est à l'origine de nombreux dérèglements dans l'environnement : augmentation des températures moyennes provoquant la fonte des glaces et la hausse du niveau de la mer, pollution de l'air, des sols ou des eaux, destruction de l'habitat naturel de bon nombre d'espèces...

Ce sont des écosystèmes entiers qui sont bouleversés par ces changements. Par exemple, la hausse de la température de l'eau, aux abords de la grande barrière de corail en Australie, est à l'origine du blanchiment des coraux, voire de leur calcification. Les espèces animales ou végétales qui y vivent, en dépendent pour s'abriter ou se nourrir, se voient touchées par ce phénomène. Un changement dans un écosystème, même infime, a ainsi des conséquences à plus grande échelle.

Par ailleurs, l'augmentation exponentielle de la quantité de déchets non dégradables dans l'environnement, et notamment des déchets plastiques dans les milieux naturels comme l'océan, est un fléau pour de nombreux écosystèmes.

Les scientifiques du monde entier sont unanimes : la question du réchauffement climatique est sans précédent, et il est primordial d'en ralentir les effets avant la fin du XXI<sup>e</sup> siècle. Nous vivons d'ores et déjà une des plus grandes extinctions massives des espèces animales et végétales de l'histoire.

L'activité humaine est également à l'origine de l'épuisement des ressources naturelles : les énergies fossiles (pétrole, charbon) ne sont pas éternelles et libèrent, entre autres, de nombreux gaz nocifs dans l'air, l'exploitation des forêts primaires pose question...

La question environnementale devient ainsi une priorité, en ce qu'elle concerne le vivant dans son ensemble. Les conséquences du réchauffement climatique et de la pollution, quelle qu'elle soit, ont des répercussions à très grande échelle. Les espèces animales, végétales ou minérales ne sont pas les seules touchées : la question environnementale a également une incidence sur l'humanité en général.

### *[II. Une question qui a une incidence sur l'humanité entière]*

Les enjeux sur la santé humaine sont multiples. On observe ainsi depuis quelques années une augmentation du nombre de pathologies dues à la dégradation de notre environnement : mauvaise qualité de l'air dans les villes à l'origine de pathologies cardio-respiratoires, voire des décès, augmentation du nombre de cancers dus à la mauvaise alimentation, lorsque les aliments sont traités chimiquement (engrais pour les végétaux, usage d'antibiotiques sur les animaux d'élevage...), qualité de l'eau dégradée par la présence de micro-plastiques, de molécules non filtrées issues des médicaments...

La question de l'alimentation est elle aussi majeure : comment nourrir 7 milliards d'hommes sur terre, à l'heure où les espaces naturels se réduisent au profit de la culture et de l'élevage intensifs ? Question problématique à l'heure où de plus en plus d'hommes sur terre consomment de la viande, denrée très énergivore.

De plus, on assiste à une aggravation des événements climatiques : catastrophes naturelles sur tous les continents, avec une recrudescence des cyclones, des tempêtes hivernales, qui sont de plus en plus nombreuses et violentes, une augmentation des feux de forêt et de leur étendue (Amérique du Sud, Australie), la destruction des forêts primaires, des sécheresses meurtrières (pour les récoltes et le bétail), des épisodes caniculaires de plus en plus longs et intenses.

Ces dérèglements climatiques sont à l'origine de l'augmentation du nombre de réfugiés climatiques.

### *[III. Une prise de conscience mondiale]*

Depuis quelques années, on assiste à une mobilisation mondiale en faveur du climat. Outre les sommets politiques mondiaux dédiés à la protection de l'environnement (COP 21...), de nombreuses initiatives individuelles et citoyennes émergent : marches pour le climat, incitations citoyennes à se mobiliser, multiplication des procès intentés par les citoyens envers l'État (avec le mouvement « L'Affaire du siècle », les citoyens ont saisi la justice pour que leurs droits fondamentaux soient garantis face aux

changements climatiques). À l'échelle nationale, des initiatives sont prises dans tous les domaines : chacun devient acteur pour protéger l'environnement. Des événements suivis par toute une communauté sur les réseaux sociaux (Zéro déchet, Juillet sans plastique...) voient le jour.

On remarque également l'émergence de figures charismatiques, porteuses d'un même message à travers le monde, à l'instar de Greta Thunberg, porte-parole d'une jeunesse mobilisée pour l'avenir de la planète.

Une question essentielle est posée : quel monde laisserons-nous aux générations futures ? Cette question, pourtant essentielle, inquiète devant des institutions qui paraissent souvent lentes à réagir, et qui tardent à légiférer devant l'urgence de la situation (pression des lobbies sur les organismes politiques, retrait de Donald Trump des accords sur le climat...).

### *[Conclusion]*

Ces dernières années, la prise de conscience envers les dangers liés au réchauffement climatique et à la dégradation de notre environnement a permis l'émergence de nombreux mouvements politiques, citoyens ou individuels. La mobilisation s'est accrue devant l'urgence climatique. La protection de l'environnement est une nécessité dans la mesure où elle implique le respect et la préservation du vivant, au sens large (augmentation de la qualité de vie de chacun, de l'espérance de vie en bonne santé, préservation de l'avenir des futures générations). Même si les actions mises en place semblent parfois dérisoires au regard de la gravité et de l'urgence de la situation, la prise de conscience n'en est pas moins réelle, et s'est soldée par une multiplication des actions, collectives ou individuelles.

Entraînez-vous à partir d'autres sujets d'annales corrigées à télécharger sur le lien suivant :



# Sujet corrigé 1

Épreuve de composition de culture générale  
Concours externe, zone 3, 2015



Coefficient 5



Durée : 3 heures

ADMISSIBILITÉ – COMPOSITION  
Sujet corrigé 1

## 1 Le sujet

Faut-il avoir peur du virus Ebola ?

## 2 Le corrigé

### *[Introduction]*

« Un mal qui répand la terreur » écrivait Jean de La Fontaine dans la fable « Les animaux malades de la peste ». Ces mots restent d'une actualité criante, à l'heure où le virus Ebola continue de faire des centaines de victimes en Afrique de l'Ouest. En Afrique justement, loin de nous, là où le sida, le paludisme, la tuberculose... tuent des millions de personnes sans que cela ne nous émeuve beaucoup. Ebola est pourtant loin d'être une maladie aussi tueuse avec environ 8 000 morts en un an. Comment se fait-il alors qu'Ebola suscite une telle frayeur dans les pays développés où, selon toute vraisemblance, la maladie sera aussitôt repérée et traitée dans des centres médicaux performants ?

Nous nous demanderons s'il faut vraiment avoir peur d'Ebola en regardant tout d'abord quelle est la réalité de la situation dans nos pays. Puis nous essaierons de comprendre ce qui peut motiver notre peur. Enfin, nous examinerons ce qui est effectivement mis en place pour lutter contre la propagation du virus.

### *[Partie 1]*

Une infirmière française de Médecins sans frontières est contaminée par le virus et fait la une de tous les journaux. Elle bénéficie de traitements expérimentaux et on suit avec attention l'évolution de la maladie. On salue son courage et on ressent un immense soulagement quand sa guérison est annoncée. Un numéro vert est mis en place pour répondre aux questions du public. La contamination d'une aide-soignante en Espagne provoque des manifestations pour demander la démission du ministre de la Santé. Aux États-Unis, on déplore deux cas de contamination de soignants qui entraînent,

là aussi, critiques et polémiques. Les contrôles sont renforcés dans les aéroports. Des chefs d'État comme Barack Obama ou François Hollande interviennent pour rassurer et affirmer leur confiance dans nos systèmes de santé. Au vu du peu de cas de malades répertoriés dans nos pays, on peut s'interroger sur cet affolement, qui confine même à une certaine indécence.

Tant que les pays occidentaux n'étaient pas touchés, bien peu se souciaient d'une épidémie qui tue des milliers de personnes dans les pays les plus pauvres d'Afrique. Le virus Ebola qui nous avait laissés longtemps indifférents nous fait prendre conscience que le monde d'aujourd'hui n'a plus de frontières. Il met aussi à jour une certaine fragilité des protocoles de soins dans nos pays affaiblis par la crise économique et qui ont vu la diminution des budgets de santé. Toutefois, l'arsenal de mesures mises en place dans les pays développés montre son efficacité puisque le nombre de cas reste extrêmement limité.

### [Partie 2]

Si, comme nous pouvons le supposer, nos systèmes de santé sont tout à fait à même de circonscrire le virus Ebola, pourquoi nous fait-il si peur ? Les médias contribuent largement à la diffusion de la peur. Comme le soulignait un article du *Courrier international*, « c'est une épidémie à la fois biologique et psychologique, et la peur peut se répandre encore plus vite que le virus ». On ne peut pourtant pas nier que ce virus a de quoi effrayer : contagieux par le sang, la salive, la peau... Il n'existe pas de traitement et encore moins de vaccin. Le taux de mortalité est très élevé et les symptômes de la maladie sont effroyables. La peur a donc des raisons objectives.

Mais cette peur est aussi en grande partie irrationnelle. Le virus Ebola fait renaître des peurs ancestrales. On a tous dans notre imaginaire les récits des grandes pestes qui ravageaient les populations, de manière indifférenciée et incontrôlée. La propagation du virus dans les pays touchés (principalement le Libéria, la Sierra Leone et la Guinée) nous rappelle aussi des scénarios de films catastrophes. Mais paradoxalement, nos réactions sont liées aussi à l'oubli de ces maladies dévastatrices. Qui se souvient de l'épidémie de variole dans les années 1950 en France, qui avait provoqué un affolement tel que les habitants de Vannes commençaient à s'enfuir ? Nous sommes convaincus de vivre dans un pays sûr où la science a éradiqué tout danger, nous avons l'hygiène, les médicaments, le savoir... La tuberculose, le choléra, la peste ont disparu, l'apparition de nouveaux virus (SRAS, H1N1...) nous déstabilise, ébranle notre confiance. Il faut alors trouver des coupables et de là à faire ressurgir nos pires préjugés, il n'y a malheureusement qu'un pas.

Le mal viendrait des « sauvages » qui, eux, n'ont pas d'hygiène, sont superstitieux, refusent notre médecine... À moins qu'il ne vienne de bioterroristes, alimentant ainsi des thèses « complotistes » hautement fantaisistes. Les idées préconçues et la logique du pire risquent bien de nous faire passer à côté de l'essentiel : des campagnes de prévention efficaces, des informations audibles et crédibles, une concertation internationale qui assure la cohérence de la communication et des mesures à mettre en œuvre.

### [Partie 3]

La cohésion internationale est indispensable, face à Ebola, mais plus largement face à toutes les épidémies. La dimension mondiale de la transmission des virus ne nous échappe pas. Depuis quelques années, nous avons le sentiment que les virus se multiplient. Peut-être pas, nous disent les spécialistes, mais incontestablement ils peuvent se répandre partout sur la planète, par avion, par bateau... On comprend alors la mobilisation planétaire, au risque d'en faire trop. Nous avons connu quelques précédents, avec, en particulier, la vaste campagne de vaccination contre le virus de la grippe H1N1, qui a entraîné polémiques et scandales financiers, le virus s'avérant finalement peu dangereux.

Mais comment savoir ? Le risque zéro n'existe pas, certes, mais les autorités peuvent-elles prendre le risque de ne pas réagir ? Dans les pays occidentaux, on attend de nos gouvernants des décisions et des mesures qui garantissent notre sécurité.

En France, il existe un dispositif de veille sanitaire particulier à Ebola pour identifier, prendre en charge et isoler toute personne susceptible d'être contagieuse sur le territoire français. Dans les aéroports, des dépliants d'informations sont mis à la disposition des personnels navigants et des passagers. Tout cas suspect, venant d'un pays à risque, est immédiatement hospitalisé dans des services habilités à recevoir des malades hautement contagieux. Toutes ces mesures entrent dans le plan plus large de lutte contre les risques majeurs. Ce plan gouvernemental est destiné aux autorités publiques et aux professionnels, mais aussi à la population dans son ensemble. Ce document, très dense, n'est cependant pas facilement consultable par tout un chacun, d'où la nécessité de diffuser auprès du grand public des informations claires et fiables, loin du sensationnalisme des médias. Les mesures prises dans l'ensemble des pays occidentaux sont en tous cas très rassurantes et, raisonnablement, on peut dire que le risque de propagation du virus est très faible.

### [Conclusion]

En conclusion, quelques pays africains, parmi les plus pauvres de la planète, subissent une crise sanitaire gravissime. La détection de quelques cas dans les pays occidentaux a entraîné, *via* les médias, une véritable paranoïa et un flot d'informations délirantes, réactivant des peurs collectives face à la menace d'une pandémie incontrôlable. Les organisations internationales sont mobilisées et travaillent ensemble. Grâce à des systèmes de santé performants, des protocoles de soins exigeants, les pays développés ne sont pas menacés. Mais la mondialisation des virus nous fait prendre conscience de la fragilité de nos sociétés, remet en question nos certitudes, voire notre arrogance envers des pays moins bien lotis. Face aux virus qui ne connaissent pas les frontières, il faudrait abaisser nos propres barrières et aider efficacement les Africains à circonscrire l'épidémie. Le repli sur soi et l'aveuglement seraient la pire des réponses pour éviter d'éventuelles catastrophes.

# Sujet corrigé 2

Épreuve de composition de culture générale  
Concours externe, zone 1, 2016



Coefficient 5



Durée : 3 heures

## 1 Le sujet

L'École réduit-elle les inégalités sociales ?

## 2 Le corrigé

### *[Introduction]*

L'enseignement devient gratuit et obligatoire pour tous à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Pour autant, il ne s'agit pas d'égalité. Les inégalités de scolarisation sont considérées comme normales : études courtes (jusqu'au certificat) pour les enfants d'ouvriers et de paysans, lycée et études longues pour les enfants de milieux favorisés. Ce n'est que dans les années 1970 que l'école se démocratise ; on attend alors qu'elle donne à chaque élève les mêmes chances de réussite. L'école doit réduire les inégalités. Qu'en est-il aujourd'hui ? Si la démocratisation est bien une réalité, les inégalités persistent.

### *[I. Une démocratisation réelle]*

Avec l'allongement de la scolarité jusqu'à 16 ans (1959) et la mise en place du collège unique dans les années 1970, tous les élèves entrent en sixième, entraînant ce que l'on a appelé la « massification » de l'enseignement. Le budget de l'Éducation augmente de manière significative, devenant le premier budget de l'État. Les dépenses éducatives ont permis de scolariser un nombre croissant de jeunes au lycée et dans l'enseignement supérieur. Il est donc incontestable que l'État a fait de l'éducation une priorité qui a permis une véritable démocratisation.

Cette « massification » profite d'abord aux classes défavorisées pour lesquelles la poursuite d'études était difficilement possible autrefois. La réduction des inégalités est bien une réalité : aujourd'hui quasiment 100 % des élèves vont jusqu'au brevet et environ 70 % obtiennent le baccalauréat. La réduction des inégalités est particulièrement notable au niveau de l'accès au baccalauréat (15 à 20 % dans les années 1970). Il est à noter que l'augmentation du nombre de bacheliers a été permise grâce à la création de

filières technologiques, puis professionnelles. En conséquence, les inégalités d'accès à l'université se sont réduites. On peut donc, grâce à des données objectives, dire que le niveau général « monte ».

### *[II. Les inégalités persistent]*

Si globalement le niveau scolaire s'est élevé, le parcours scolaire des jeunes de milieux sociaux différents reste encore très inégalitaire. Le système scolaire est fondé sur la « méritocratie » : tous les enfants ont les mêmes chances au départ et ce sont les capacités individuelles qui font la différence. Ce principe suppose qu'il n'y aurait pas de différences initiales, ou que l'école est capable de gommer ces différences. Évidemment ce n'est pas le cas puisque ce serait penser que l'école peut évacuer tous les autres facteurs de développement de l'enfant, à commencer par son environnement social – 77 % des enfants de cadres obtiennent le baccalauréat contre 35 % des enfants d'employés et d'ouvriers (selon le ministère de l'Éducation nationale).

Dans la mesure où les familles ne sont pas à égalité sur le plan matériel et culturel, les enfants n'arrivent pas tous à l'école avec le même « bagage ». Ils sont donc inégalement « préparés » au travail scolaire. Par exemple, les écarts dans la maîtrise du langage en fonction des milieux sociaux sont mesurables dès la maternelle. Or l'école n'arrive pas à combler les manques, malgré la mise en place de politiques volontaristes qui consistent à « donner plus à ceux qui ont moins ». Ainsi a-t-on créé des zones d'éducation prioritaire (ZEP) – transformées en réseaux d'éducation prioritaire (REP) – dans les quartiers dits difficiles. Pourtant le taux d'échec scolaire reste important, puisqu'on estime que 15 à 20 % des jeunes de 16 ans ne maîtrisent pas les savoirs fondamentaux. Les résultats ne sont donc pas à la hauteur des attentes, car il ne suffit pas de mettre les moyens pour réduire les inégalités.

Les établissements scolaires jouent un rôle important, ils sont plus ou moins « efficaces » selon le profil d'élèves accueillis : un climat calme, une bonne concentration, des acquis solides facilitent la réussite. Or ces « bonnes » classes se trouvent généralement dans des quartiers favorisés. Les professeurs expérimentés exercent plus souvent dans des établissements jugés « faciles » alors que les jeunes professeurs commencent fréquemment leur carrière dans les REP. Les préjugés sont tenaces et l'orientation en est le reflet : on hésite à envoyer un élève de milieu favorisé dans des filières peu valorisées (technologues, professionnelles) alors qu'à résultat égal on va envoyer un élève moins favorisé dans ce type de formation, sans tenir compte de ses souhaits. L'école fabrique ainsi elle-même des inégalités qui se dissimulent derrière le niveau atteint par les élèves.

Les parents sont très certainement le facteur le plus influent dans la persistance des inégalités. Les familles les plus informées sont celles qui maîtrisent le mieux le système scolaire. Elles ont intégré la hiérarchisation des parcours et adoptent des attitudes stratégiques : choisir le « bon » établissement, les options, les enseignements facultatifs qui vont assurer à leur enfant une formation ambitieuse. Les familles plus défavorisées sont d'une part moins renseignées et d'autre part moins en attente d'un parcours qui garantisse une position sociale élevée. Ainsi, la majorité des enfants de cadres et d'enseignants ont un bac général, alors que les enfants d'employés, d'agriculteurs et d'ouvriers sont le plus souvent lauréats d'un bac pro. L'origine sociale est donc

déterminante dans les choix scolaires et les disparités de réussite restent très fortes, malgré la succession de réformes qu'a connues le système scolaire.

*[Conclusion]*

Il est indéniable que l'État a beaucoup investi pour que l'école joue un rôle fondamental dans la réduction des inégalités sociales. Certes l'école s'est démocratisée et sa place est fondamentale dans la lutte contre les inégalités, mais elle ne garantit pas les mêmes chances pour tous, car elle ne peut compenser les inégalités initiales. Ne fait-on pas reposer sur l'école trop de responsabilités ? S'il est clair qu'elle ne peut effacer les inégalités de départ, ne devrait-on pas attaquer le problème à la source ? Si les familles avaient un niveau de vie plus égal, peut-être irait-on vers un niveau d'instruction plus égal. En outre, la corrélation entre marché du travail et diplômes est, en France, très forte. Sans diplôme, le jeune a beaucoup moins de chances de trouver un travail. On pourrait imaginer que d'autres parcours soient valides pour entrer dans le monde professionnel.